



République Française

MAIRIE DE FABREGUES

Département de l'Hérault

## Délibération du Conseil Municipal n° 2019/022

Séance du 9 avril 2019

Date de convocation : .....	3 avril 2019
Date d'affichage : .....	3 avril 2019
Nombre de membres :	
- afférents au Conseil Municipal : .....	29
- en exercice : .....	29
- qui ont pris part à la délibération : .....	27

L'an deux mille dix-neuf et le neuf avril à 19 heures 15, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jacques MARTINIER, Maire de Fabrègues.**

**Présents** : M. Jacques MARTINIER – M. Jean-Marc ALAUZET – M. Christian SOUVEYRAS  
Mme Christine PALA – Mme Edith TRUC – Mme Mylène FOURCADE – M. Claude JUEN  
Mme Myriam PENA – M. Dominique CRAYSSAC – M. Jean-Olivier JOB  
M. Pierre VAN CRAENENBROECK – M. Alain FAUCHARD – Mme Thérèse VIDAL – M. Philippe LIGNY  
Mme Zohra PIETRANTONI – M. Jean-François CALONNE – Mme Elisa VEIGA – M. Serge JACOB  
Mme Marie-Carmen GOMEZ – M. Sébastien FARRAUTO – Mme Solange MARTIN BONNIER  
M. Bernard PASSET – M. Dominique WACHTER – Mme Marielle FENECH-MONFORT  
Mme Aurélie MATEO.

**Représentés** : Mme Sandra BEGUET – M. Jean-Pierre LAPORTE.

**Absents** : M. Laurent PITHON – Mme Colette ORTEGA.

**Objet : URBANISME : Convention de reversement des produits du Projet Urbain Partenarial (PUP) « Linkcity » - Montpellier Méditerranée Métropole / Commune de Fabrègues.**

Madame le Maire Adjoint en charge de l'Urbanisme indique que la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) concernant l'opération Linkcity a fait l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire le 20 septembre 2018.

Celle-ci a pour objet la prise en charge financière des équipements publics dont la réalisation est rendue nécessaire par la construction de logements faisant l'objet d'une demande de permis de construire n° 034 095 18 M 010 déposée en Commune de Fabrègues le 26 avril 2018.

En application de la convention de PUP précitée : la Société LINKCITY Sud-Est est amenée à verser à Montpellier Méditerranée Métropole 108 107 € via un apport numéraire.

Cette recette permettra de réaliser des équipements publics qui résident en des aménagements de voirie et réseaux ainsi que dans la création d'équipements collectifs figurant dans la convention de PUP, annexée à la présente délibération.

Conformément à l'article L. 332-11-4 du Code de l'Urbanisme, le périmètre de l'opération correspond au périmètre d'exonération de la part communale de la taxe d'aménagement (TA) pour une durée de 5 ans.

La Commune de Fabrègues assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements collectifs de superstructures précités, en respectant les termes de la convention de Projet d'Urbain Partenarial « Linkcity » signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société LINKCITY Sud-Est.

Au vu de cette situation, la Métropole se doit de reverser à la Commune de Fabrègues les produits générés par la convention de PUP, relatifs aux équipements de compétence communale décrit dans la présente convention et correspondant aux besoins estimés pour la population future générée par le projet. Ce montant s'élève à 46 450 €.

Ce dossier a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Urbanisme du 27 mars 2019.

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire Adjoint et après en avoir délibéré (abstention : M. LAPORTE, Mme FENECH-MONFORT et Mme MATEO) :

**Article 1 :**

Autorise Monsieur le Maire à signer la convention de reversement des produits du PUP de la Fabrique avec Montpellier Méditerranée Métropole, annexée à la présente délibération.

Plus n'est délibéré,

Fait les jour, mois et an que dessus indiqués.

Ont signé au registre tous les membres présents à la séance.

Le Maire,  
  
Jacques MARTINIER.

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.*